

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE

Option scientifique

Dominique HAMON

Sujet : l'Afrique, un continent toujours périphérique et en mal de développement ?

Le sujet répond aux attentes du nouveau programme, qui introduit l'étude du continent africain, dans sa quadruple dimension : historique, géographique, économique, géopolitique. L'impression générale des correcteurs est positive : les copies faibles ou médiocres sont moins nombreuses que l'an dernier, tandis que la majorité des copies présentent d'honnêtes connaissances. Le groupe central des copies notées entre 9 et 11 est sensiblement plus important que les années précédentes. Les étudiants ont visiblement porté de l'intérêt à l'Afrique, ont travaillé ses problèmes économiques et sociaux, et sont bien informés sur son actualité géopolitique. Il était légitime de récompenser justement leur effort. Pour autant, la logique du concours privilégie la qualité de la réflexion comme critère de classement. Or l'analyse méthodique des termes du sujet, enjeu essentiel de l'introduction qui commande l'ensemble de la dissertation, laisse encore trop souvent à désirer.

L'expression en mal de développement n'a pas toujours été parfaitement comprise, mais les conséquences sont restées limitées : souffrir de l'absence de développement, être relativement sous-développé ou en quête de développement, renvoient en définitive à la même réalité. La confusion avec le mal développement pouvait même orienter la réflexion vers une question majeure pour l'Afrique (et le sujet) : la différence entre la simple croissance économique et le véritable développement.

En revanche, périphérique a le plus souvent été posé comme équivalent de marginal, si ce n'est d'isolé. Certes, comme l'indiquaient les statistiques jointes au sujet, les parts de l'Afrique dans le commerce mondial et les flux entrants d'investissements directs étrangers, sont faibles. Mais beaucoup trop de candidats ont tiré le sujet vers « la place de l'Afrique dans la mondialisation » : la mise à l'écart de l'Afrique explique ses problèmes tandis que l'augmentation récente des flux montre une intégration croissante et salvatrice du continent abandonné. Seulement, la qualité des relations et la structure des échanges comptent autant que le volume relatif des flux. Le terme de périphérie est employé par les économistes du développement pour désigner l'ensemble des pays dont l'évolution est dépendante du Centre (les pays développés), ce qui accentue leurs problèmes. La notion mérite réflexion pour éviter toute simplification abusive. Même quand l'Afrique redevient un centre d'intérêt(s) pour le reste du monde, cesse-t-elle pour autant d'être périphérique ? Que signifie la marginalité quand la plupart des économies africaines sont extraverties, avec une part des exportations dans le PIB d'autant plus élevée que celui-ci est faible ? Quelles formes prend la dépendance de l'Afrique ? L'intérêt géopolitique du monde pour l'Afrique n'exclut pas la faible

influence de celle-ci sur les grandes questions internationales. Il convenait par conséquent de mettre en relief l'insertion asymétrique d'une Afrique qui a d'importantes relations avec le monde, mais inégales. Les flux d'émigration des Africains n'ont pas le même sens quand il s'agit des travailleurs non qualifiés ou des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Enfin, on ne comprend pas comment la participation aux trafics illicites peut être un signe d'intégration bénéfique.

En déportant l'analyse vers la mondialisation, trop de candidats ont sacrifié les facteurs internes du sous-développement, se contentant, dans une première partie, de paraphraser les statistiques pour réciter la litanie des maux du continent. Outre la mise en relation entre la situation périphérique et les difficultés de développement, généralement très insuffisante, le débat sur la pérennité de la situation (une fatalité ?) nécessitait une réflexion sur d'hypothétiques « cercles vicieux » internes. Quelles sont les causes et les conséquences de la forte croissance démographique et de l'explosion urbaine ? Très rares sont les candidats qui commentent l'évolution du PIB par habitant en pensant à celle du nombre d'habitants. La déficience des investissements productifs s'explique-t-elle par la pauvreté de masse, par la fuite de l'épargne à l'étranger, par les choix des dirigeants et la nature même des investissements ? Mentionner furtivement la corruption ne suffit pas : la question de l'Etat patrimonial, autoritaire et prédateur, mais aussi plus ou moins redistributeur, mérite un paragraphe substantiel, étayé par des exemples précis.

L'Afrique, un continent toujours ? Le sujet portait sur l'ensemble du continent, en conformité avec la lettre du programme. Mais l'interrogation, assortie de tableaux statistiques sans équivoque, incitait les candidats à analyser les dynamiques différenciées du continent, à plusieurs échelles. Pour tous les candidats, l'Afrique est plurielle, et beaucoup ont consacré une des trois grandes parties à cette diversité. Mais le tableau se réduit trop souvent à la distinction très schématique de trois zones géographiques : l'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, l'Afrique noire intertropicale. La notation des correcteurs a donc valorisé l'évocation précise et argumentée de quelques exemples nationaux. Le Maroc, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, l'île Maurice et l'Afrique du Sud sont les pays les plus fréquemment cités, mais les candidats ne construisent pas de vraie typologie. Les meilleures copies ont su discerner les pôles africains de développement, moteurs d'une régionalisation économique du continent, tandis que les autres régions ou pays restent en mal de développement et dépendants.

Toujours ? c'est-à-dire dans tous les cas, mais aussi de tout temps, dans le passé comme dans le futur, encore à présent. L'adverbe inscrit clairement le sujet dans la durée : l'Afrique d'hier à aujourd'hui, l'Afrique d'aujourd'hui à demain. Or la dimension proprement historique du sujet est escamotée. L'évident déficit de connaissances sur les « Trente Glorieuses » de l'Afrique a interdit à la quasi-totalité des candidats d'ordonner la réponse en trois grandes périodes : 1950-80, 1980-2000, depuis 2000. Faut-il y voir une difficulté à relier les connaissances acquises en première année (notamment, « la croissance du Tiers Monde en recherche de développement ») et en deuxième année ? Il convient d'y réfléchir dans la mesure où on pourrait concevoir un sujet plus explicitement inscrit dans le siècle. Pour autant, la prise en compte du passé n'imposait pas du tout le plan chronologique. Il était possible au contraire, comme l'ont osé avec succès quelques candidats, de convoquer le passé à la fin : les perspectives encourageantes ouvertes par les évolutions récentes sont subordonnées à des changements durables de politique, en rupture avec le passé. On pouvait aussi opérer une distinction entre les héritages historiques et les explications plus récentes ou intégrer l'évolution historique à l'exposé des facteurs endogènes et exogènes de la situation présente. Or la plupart des candidats n'ont pas tenu compte des statistiques décennales qui leur étaient fournies. Le modèle algérien, surtout son échec, est parfois évoqué, mais jamais l'Egypte de Nasser. Les effets contrastés des chocs pétroliers sont ignorés. Le célèbre diagnostic sur les chances respectives de l'Afrique et de l'Asie, au début des années 1960, est souvent cité mais suspendu dans le vide. Les copies sautent sans transition de l'héritage négatif de la traite et de la colonisation,

responsable de tous les malheurs, au tableau catastrophique des deux dernières décennies du XX^e siècle, sans souligner (ni expliquer) que la situation n'a pas toujours été celle-là. En vérité, elle est pire qu'au moment des indépendances.

Les candidats ont limité la question à une discussion sur l'avenir : l'Afrique est-elle condamnée à demeurer éternellement périphérique et en mal de développement ? Rappelons que les candidats n'ont pas à choisir entre des thèses, ni à formuler des pronostics, encore moins à dresser un réquisitoire, mais à interpréter les faits de manière nuancée. Aux quelques candidats qui restent foncièrement pessimistes, la grande majorité répond à juste titre que l'évolution récente donne des raisons d'espérer, avec cependant une argumentation déséquilibrée. Pour la plupart, le salut vient de l'extérieur. Les candidats connaissent les nouveaux rapports entre l'Afrique et le monde, et leur dimension géopolitique, davantage toutefois pour décrire et expliquer la politique des États-Unis et de la Chine que celle des institutions internationales (annulations de dette, remplacement des plans d'ajustement structurels par les plans stratégiques de réduction de la pauvreté, cycle de Doha) ou de l'Union européenne (différences entre Lomé et Cotonou, pression migratoire et codéveloppement). D'autre part, l'Afrique n'est pas seulement « en réserve de développement », forte de ses atouts ou de son potentiel naturel et humain. « L'Afrique qui réussit » existe déjà. Au total, la plupart des copies présentent de graves lacunes sur les changements positifs internes et leurs facteurs, pourtant déterminants pour l'avenir de l'Afrique, et manquent cruellement d'études de cas. Or plusieurs pays effectuent de réels progrès en matière de bonne gouvernance et de politiques sectorielles efficaces (transports, santé, école, crédit). Les copies qui évoquent, par exemple, les succès de l'Ouganda dans la lutte contre le Sida ou les effets du microcrédit au Mali, sont hélas fort peu nombreuses. Au-delà du débat sur les vertus et les limites de l'économie informelle, que les candidats auraient pu résumer, on assiste aujourd'hui en Afrique noire intertropicale, à l'émergence d'un véritable capitalisme national, certes peu manufacturier mais inscrit dans les structures légales de la bonne gouvernance publique et privée, créateur d'emplois et de valeur ajoutée, gros utilisateur de technologie de l'information et de la communication. Les magazines spécialisés sur l'Afrique racontent la réussite de ces nombreux jeunes entrepreneurs (dont des femmes) du Sénégal, du Mali, du Burkina-Faso, du Cameroun, du Ghana, du Botswana, de l'Ouganda, de la Zambie, de la Tanzanie... Africaines ou non, les entreprises sont absentes des copies.

Les devoirs sont mieux construits que l'an dernier. Les candidats ont, semble-t-il, eu moins de mal à présenter des architectures acceptables. Du reste, les articulations de la problématique (description/explication, dimension temporelle/diversité spatiale, relations avec le reste du monde /situations internes) pouvaient se combiner de plusieurs manières. Pour autant, de même que son contenu proscrit les à-peu-près, la conduite de la démonstration exige un minimum de rigueur et de cohérence. La dissertation n'est pas seulement une énumération de connaissances. On ne saurait admettre qu'après avoir brossé le tableau désespéré d'un continent qui gâche ses richesses par la « malédiction des matières premières », les candidats annoncent brutalement un avenir meilleur sous prétexte que l'Afrique possède des ressources qui intéressent le monde entier. À l'intérieur de chaque grande partie (dont la phrase titre ne doit pas être numérotée), le propos est souvent décousu et confus : on passe de la conférence de Berlin à la fracture numérique, de la faiblesse de l'IDH au manque d'infrastructures de transports.

Les meilleures copies sont convenablement rédigées, parfois avec élégance, quand les plus médiocres sont généralement mal écrites et mal organisées. Le jury sanctionne les fautes d'orthographe, le style SMS, les familiarités, les néologismes, si ce n'est les barbarismes, sans constater cependant une tendance générale à la dégradation de l'expression : une bonne raison pour que les candidats redoublent de vigilance à cet égard.

Malgré quelques jugements douteux et des prescriptions péremptoires, le résultat global est plutôt encourageant par rapport à ce qu'on pouvait redouter avec un sujet sur l'Afrique. Mais les copies excellentes restent trop peu nombreuses. Les futurs candidats y verront la preuve qu'une préparation sérieuse n'est pas vaine, mais qu'ils doivent aussi être très attentifs aux exigences intellectuelles de l'épreuve : précision de l'analyse, rigueur de l'argumentation, cohérence de la démonstration.

Correcteurs : Dominique Hamon, Nicole Anquetil, Pierre Biard, Michel Bouliou, Martine Citron, Michèle Dujany, Ivan-Serge Keller, Jean Kogej, Marie-Gabrielle Lachmann, Catherine Maille-Virolle, François Martin, Anne Michelin, Stéphanie Morillon, Frédéric Munier, Martine Piffault, Anne Rebeyrol, Marie Stern, Vincent Thébault, Denise Vallat.